



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le quinze avril à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 9 avril 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 30

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Catherine OMONT, Aliko PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 2

Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

du 15 avril 2024

M_DL240415_038

POLITIQUE DE LA VILLE ET VIE ASSOCIATIVE - CONTRAT DE VILLE LE HAVRE SEINE METROPOLE 2024-2030 - ADOPTION - SIGNATURE - AUTORISATION

Madame Isabelle CREVEL, Conseillère municipale– Les contrats de ville 2024-2030 « Engagement quartiers 2030 » sont le cadre de la nouvelle politique de la ville. Comme le prévoit l'article 6 de la loi n°2014-173 du 21 février 2014 relative à la programmation pour la ville et la cohésion urbaine dite loi Lamy, les contrats de ville sont signés à l'échelle intercommunale entre l'Etat, le Président de l'EPCI, les communes concernées par la géographie prioritaires ainsi que les autres partenaires (Département, Région, etc.) : « La politique de la ville est mise en œuvre par des contrats de ville conclus à l'échelle intercommunale entre, d'une part, l'Etat et ses établissements publics et, d'autre part, les communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernés. Ces contrats sont signés par les départements et les régions. Ces contrats peuvent également être signés par la Caisse des dépôts et consignations, les organismes d'habitations à loyer modéré, les organismes de protection sociale, les chambres consulaires et les autorités organisatrices de la mobilité. [etc...] ». Ainsi, un GIP Contrat de ville Le Havre Seine Métropole a été désigné pour l'animation et le pilotage du contrat de ville à l'échelle intercommunale.

Conformément à la circulaire du 31 août 2023 qui fixe les modalités calendaires et méthodologiques d'élaboration de la nouvelle génération de contrat de ville, son architecture est la suivante (voir en annexe Contrat de ville Le Havre Seine Métropole 2024-2030):

1. Présentation générale du contrat de ville et des territoires concernés ;
2. Déclinaison des 4 axes prioritaires et transversaux à tous les quartiers ;
3. Description des enjeux par quartier. Fruits d'un travail collaboratif (évaluation finale du Contrat de Ville 2015-2023 avec les retours habitants, nouvelles concertations des habitants menées entre juin et septembre et fiches descriptives de chaque quartier avec notamment des données chiffrées INSEE), il recentre les priorités sur les enjeux les plus prégnants du quartier.
4. Inscription des engagements des partenaires, notamment en termes de « droit commun ».

En tenant compte des instructions nationales, les 4 axes prioritaires retenus lors de l'évaluation finale du contrat de ville précédent et confirmés lors des concertations seront déclinés de la façon suivante :

- Quartiers du plein emploi.
 - Se coordonner pour mieux toucher les publics et lever les freins à l'emploi ;
 - Sécuriser les parcours des publics vers l'emploi et la formation ;
 - Mobiliser les acteurs économiques pour et autour des quartiers ;
 - Améliorer les compétences des habitants.
- Quartiers d'émancipation et d'intégration.
 - Cultiver la réussite éducative, scolaire et l'ambition ;
 - Accompagner la parentalité ;
 - Soutenir les jeunes dans leurs projets et leurs parcours ;
 - Diffuser une culture de l'égalité filles/garçons, femme/homme ;
 - Garantir un accès réel aux droits ;
 - Favoriser l'accès à la culture.

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

- Quartiers adaptés aux transitions.
 - Par une transition démographique solidaire ;
 - Avec une transition écologique résiliente ;
 - Par la prévention et l'accès aux soins ;
 - Par une transition numérique inclusive.
- Quartiers sûrs et ouverts.
 - Défendre ensemble les valeurs de la République ;
 - Renforcer l'accompagnement des plus jeunes ;
 - Repérer et prendre en charge les publics vulnérables ;
 - Rendre les habitants acteurs de la tranquillité publique

Ce nouveau contrat s'accompagne d'une géographie prioritaire renouvelée. Les critères retenus pour délimiter les périmètres QPV sont inchangés par rapport au dernier contrat de ville 2015-2023. L'Etat se fonde sur la concentration des populations ayant des ressources inférieures à 60 % du revenu médian. Les QPV doivent aussi être situés dans une unité urbaine de plus de 10 000 habitants et compter au moins 1 000 habitants.

A l'instar du précédent contrat de ville, l'Etat a défini un second groupe de périmètres : les poches de pauvreté. Les difficultés rencontrées dans ces périmètres se rapprochent de celles que connaissent les QPV sans répondre à l'ensemble des critères retenus par l'Etat. La définition de ces périmètres s'est basée sur un diagnostic de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) combiné à un travail de terrain dans l'objectif d'avoir une attention particulière pour ces secteurs (possibilité de mobiliser des fonds, travail de coopération renforcé entre acteurs, etc.).

Dans le cadre du Contrat de Ville Le Havre Seine Métropole 2024-2030, le périmètre «poche de pauvreté» a été renommé «secteur de veille active» car il était trop stigmatisant vis à vis des habitants sur les quartiers ciblés.

Et ce, dans les 4 communes suivantes de la Communauté urbaine :

| | | |
|-------------------------|---|---|
| LE HAVRE | 6QPV 3 secteurs de veille active | Bléville, Mont Gaillard-Mare Rouge, Bois de Bléville, Caucriauville-Soquence, Centre-ancien-Quartiers sud, Tourneville Bléville Nord, Rivoli, Les Neiges |
| GONFREVILLE L'ORCHER | 1QPV 1 secteur de veille active | Centre-ville Pablo Picasso/Mayville |
| HARFLEUR | 2 secteurs de veille active | Beaulieu, Centre-ville |
| MONTIVILLIERS | 3 secteurs de veille active | Bois champion, Raimbourg, Bréquigny Belle Etoile Nord, Wilson Coudraie |

La ville de Montivilliers s'engage à désigner un technicien de la ville qui a pour mission le suivi du contrat de ville et à décliner des actions en lien avec les 4 axes du contrat de ville 2024-2030.

Le Contrat de ville a été validé au cours du Comité de pilotage/Assemblée générale du GIP Contrat de ville Le Havre Seine Métropole le 4 avril 2024. Ainsi, l'ensemble des acteurs et partenaires signataires peut inscrire le texte dans ses instances pour une signature courant 2024.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 portant Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;

VU la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine dite loi Lamy,

VU la circulaire de Mme la Secrétaire d'État Agresti-Roubache du 31 août 2023 relative à l'élaboration des contrats de ville 2024-2030 dans les départements métropolitains,

VU le décret n°2023-1314 du 28 décembre 2023 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville,

VU l'instruction relative à la gouvernance des contrats de ville Engagements Quartiers 2030 du 4 janvier 2024,

CONSIDÉRANT

- le lancement de la Commission Mechmache sur la participation citoyenne dans les quartiers en date du 06 mars 2023,
- le Comité interministériel des Villes qui s'est tenu le 27 octobre 2023,
- l'intérêt pour la ville de Montivilliers de signer le contrat décliné autour des 4 axes prioritaires ci-dessous :

- Quartiers du plein emploi.
- Quartiers d'émancipation et d'intégration.
- Quartiers adaptés aux transitions.
- Quartiers sûrs et ouverts.

Sa Commission municipale n°4 Vie sportive et associative réunie le 03 avril 2024, consultée ;

VU le rapport de Madame **Isabelle CREVEL**, Conseillère Municipale ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'approuver** le Contrat de Ville Le Havre Seine Métropole 2024-2030
- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer le contrat de ville Le Havre Seine Métropole 2024-2030.

Sans incidence financière

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

